

La vie du Ruche

Page 1

Bilan des journées d'études et colloques

- A l'ombre des fumées pétrochimiques, 28-29 novembre 2019
- Pollutions de l'eau et risque hydrologique, 6 décembre 2019
- Rendez-vous de Blois

Page 2 à 9

Historiographie

Après Tallinn. L'histoire environnementale post-soviétique

Page 10 à 13

Publications récentes

Informations sur les publications des membres du RUCHE, pages 14 à 16

Nouveaux adhérents et CA, page 17

Agenda

Page 18

Editorial

Chères et chers adhérents,

De nombreux mois se sont passés depuis le 3e bulletin de notre réseau. Le C.A. a été renouvelé fortement, et élargi, le 11 septembre dernier. Il s'est doté d'un nouveau bureau et a d'ores et déjà lancé plusieurs chantiers ; la rédaction du bulletin s'en trouvera certainement dynamisée à l'avenir, avec encore davantage de comptes rendus de manifestations.

Je souhaite remercier Elsa Devienne et Alexis Vrignon de leur investissement durant de nombreuses années, à la trésorerie et à l'animation du site web, Renaud Bécot qui m'accompagne comme secrétaire pour le mandat 2019-2021, et Geneviève Massard-Guilbaud et Corinne Beck qui quittent le C.A. après y avoir siégé depuis la fondation. Le 20 décembre dernier, je participais à la journée des 50 ans de l'association des contemporanéistes françaises (AHCESR). J'y ai présenté en quelques minutes l'évolution de l'histoire environnementale eu l'heureuse surprise de découvrir qu'un collègue, dans un exercice d'analyse statistique des thèses soutenues en histoire contemporaine depuis 5 ans, avait utilisé une catégorie « histoire environnementale ». En un peu plus de dix ans, que de chemin parcouru ! L'exercice de cartographie des cours

d'histoire environnementale effectué au printemps 2018 (cf. bulletin 1) avait révélé leur progression dans les formations universitaires : l'histoire environnementale, dans le contexte actuel, peut démontrer aisément son « utilité sociale ».

Le 8 juin 2020, notre assemblée générale prendra place au cœur du beau colloque « La nature sous contrat », organisé par Thomas Le Roux et Raphaël Morera à l'EHESS ; là encore, le recul historien sur le phénomène des concessions résonne avec les débats publics sur la privatisation de telle entité, ou sur les « biens communs ».

Enfin, le RUCHE a besoin de votre soutien ; il ne compte actuellement que sur les seules cotisations de ses membres. <https://leruche.hypotheses.org/quest-ce-que-le-ruche/adherer-au-ruche>. La nouveauté 2020 : une modalité de paiement de celle-ci en ligne. Allez sur <https://www.helloasso.com/associations/ruche/adhesions/formulaire-d-adhesion-ruche-1> (vous pouvez décocher le soutien à Helloasso lors de l'étape récapitulative avant de valider le paiement). Les petits ruisseaux font les grandes rivières...

Je vous souhaite une bonne lecture et un bon premier semestre 2020 !
Stéphane Frioux
Université Lumière Lyon 2 / Institut universitaire de France
Président du RUCHE (2019-2021)

Compte-rendu du colloque « A l'ombre des fumées pétrochimiques. Couloirs de la chimie et santé environnementale », 28 et 29 novembre 2019 à Sciences Po Lyon

Ce colloque bilingue (Français et Anglais), organisé par Renaud Bécot, Stéphane Frioux, Gwenola Le Naour et Vincent Porhel, a rassemblé à Lyon une vingtaine d'historiens et sociologues venus des États-Unis et du Canada, de France, mais aussi d'Italie, du Japon, d'Algérie et de Tunisie.

Cette diversité reflète le projet des organisateurs : de nombreux chercheurs travaillent sur les questions des effets de la pétrochimie sur la santé des travailleurs et des riverains, sur la fabrique des territoires pétrochimiques, sur le processus de mondialisation du pétrole, sur les problèmes sanitaires et les stratégies des différents acteurs pour les minimiser/dénoncer.

Il s'agit désormais de rassembler ces chercheurs travaillant sur des territoires pétrochimiques spécifiques pour obtenir une image plus robuste du paysage actuel de la recherche. De Syracuse à Oran, de Lacq aux Virgin Islands, les terrains d'enquête se répondent et doivent être placés côte à côte : les résonances et différences permettent à la fois de mieux comprendre les situations locales, et de construire une réflexion collective.

Les cinq sessions thématiques se sont concentrées sur cinq aspects majeurs : la question de la pétrochimie au regard des transitions énergétiques, la fabrique du consentement autour des sites, les enquêtes épidémiologiques, la gestion des risques et l'avenir des territoires pétroliers en voie de désindustrialisation.

Durant ces deux journées, des questions et des problèmes communs sont apparus dans de nombreuses contributions. Par exemple, comment se fabrique le consentement des riverains autour des usines ? Ces sites sont souvent anciens, et sont destinés à rester longtemps des territoires pétrochimiques sacrifiés au nom d'un intérêt national/collectif. Implantés dans des espaces ruraux ou à proximité des villes, ils sont à la fois présentés comme une chance de développement local mais renforcent les inégalités sociales et dans certains cas raciales, car les nuisances touchent avant tout les populations riveraines les plus fragiles et les travailleurs.

La question des savoirs citoyens et de la contre-expertise a été au cœur de plusieurs présentations : les Sciences sociales ont un rôle à jouer dans la justice environnementale, en

accompagnant et en étudiant les mouvements locaux de riverains qui souhaitent aujourd'hui débattre des risques industriels en apportant leurs propres outils d'expertise. Cet enjeu concerne également les travailleurs, premières victimes des risques de la pétrochimie.

Contre une historiographie longtemps dominée par les success stories d'entreprises, ce colloque souligne la dynamique actuelle de densifier et de complexifier le récit des sites pétrochimiques : un récit pluridisciplinaire, sensible aux acteurs (riverains, travailleurs, scientifiques), attentif aux différences locales et aux chronologies divergentes. La pétrochimie mondialisée appelle une étude globale et comparative.

Les actes de ce colloque seront prochainement publiés sous forme d'ouvrage collectif.

Louis Fagon, doctorant en histoire, EHESS, CIREC.
louis.fagon@ehess.fr



CENTRE D'HISTOIRE "ESPACES & CULTURES"
CENTRE MICHEL DE L'HOSPITAL

JOURNEE D'ETUDE
6 décembre 2019
8h15-17h15

POLLUTION DE L'EAU ET RISQUE HYDROLOGIQUE

*Une approche d'histoire environnementale
et d'histoire globale*



MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME
4, rue Ledru / Clermont-Ferrand
Contact : 04 73 34 68 48

Pollution de l'eau et risque hydrologique : une approche d'histoire environnementale et d'histoire globale, MSH, Université de Clermont Auvergne, 6 décembre 2019

La question de la pollution des eaux et des risques hydrologiques est un enjeu fondamental de la réflexivité environnementale. La pollution constitue un risque systémique dont la perception et la connaissance se sont beaucoup développés depuis la fin du XVIIIe siècle. Elle méritait donc un éclairage particulier au sein de la galaxie d'autres risques comme ceux liés aux inondations, à la surexploitation et à l'assèchement. Depuis plusieurs décennies, les efforts menés pour assurer un développement durable plus respectueux de l'environnement contribuent à valoriser les actions d'assainissement des cours d'eau et de réduction des risques hydrologiques. Toutefois, certains problèmes sont encore mal compris à cause d'une insuffisante prise en compte des jeux d'échelle et de la complexité des impacts des aménagements sur les fleuves, les rivières et les zones humides. Ces interrogations en apparence très contemporaines ont en réalité une longue histoire. Les concepts de pollution et de risque ne recouvrent pas les mêmes réalités à toutes les époques. Une approche à la fois historique, juridique et technique permet de mettre en perspective à la fois la réalité et les représentations des dégradations environnementales et d'interroger l'historicité de nos perceptions contemporaines.

Un autre objectif de la journée d'étude, qui s'inscrivait dans la continuité des analyses historiques menées sur la relation entre aménagements et environnement, était d'analyser différentes formes de gouvernement des eaux et de comprendre la manière dont les risques hydrologiques et les pollutions des eaux sont pris en compte dans les actions d'aménagement. La comparaison portait sur les modes de gestion de la ressource en eau à travers des exemples américains, russes, chinois, japonais et français, avec l'ambition de penser les relations entre le local et le global. Les choix politiques en matière environnementale et les relations entre pouvoirs et sociétés étaient au centre des différentes interventions.

Patrick Fournier, Université Clermont Auvergne, CHEC Aménagements hydrauliques, risque et pollution des eaux : une mise en perspective historique/Hydrological Systems, Risk, and Water Pollution: Historical Perspectives

La présentation introductive a interrogé l'ancienneté des prises de conscience du risque d'inondation, dès l'Antiquité en Mésopotamie, en Égypte et en Chine notamment, et la manière dont ce risque était pris en compte : si des structures politiques étatiques ont fixé des

règles, elles prenaient souvent en charge des gestions locales adaptées au milieu afin de minimiser les risques. Pour les périodes médiévales et modernes, les exemples européens montrent aussi la montée des pouvoirs urbains et étatiques dont les actions d'aménagement ont intensifié l'usage de la ressource, générant des conflits et des règles juridiques spécifiques, mais accroissant aussi la vulnérabilité, ce qui a engendré un besoin d'expertise technique croissant. Le droit international a également évolué pour prendre en compte la globalisation croissante de la gestion des cours d'eau : la question de la guerre de l'eau est devenue une préoccupation majeure depuis une trentaine d'années dans des régions du monde touchées par des tensions multiples comme l'Asie centrale et l'Afrique subsaharienne.

Nils-Otto Kitterød,
Norwegian University of Life
Sciences, NMBU
Management of
Groundwater Resources and
River Discharge/Gestion des
ressources en eaux
souterraines et débit fluvial

Cette communication a fourni une approche d'hydrogéologie afin de montrer en quoi la connaissance du fonctionnement hydrique est essentielle à la résolution des problèmes sociaux et environnementaux. L'étude du bilan de l'eau dans un bassin versant donné montre que celui-ci est régi par la différence entre l'entrée et l'écoulement de l'eau. Les quantités d'eau – définies par un volume spécifique sur un intervalle de temps donné – permettent de déterminer les limites environnementales pour sa consommation. Si l'écoulement est plus élevé que le débit, le stockage de l'eau diminue. Ces flux sont toujours affectés par des incertitudes en raison de la variabilité naturelle, du manque de surveillance, des interventions humaines dans les bassins versants, telles que la construction de réservoirs, l'irrigation et l'extraction des eaux souterraines. L'un des principaux défis de la recherche consiste donc à quantifier les flux d'eau et les incertitudes qui y sont associées pour chaque partie de l'équation du bilan hydrique. Si ce dernier n'est pas suffisamment connu, cela peut avoir de graves répercussions sur le niveau des eaux souterraines et le

débit dans les fleuves et rivières. Un exemple de la gestion de l'eau et des interventions humaines a été pris dans le bassin versant du Cauvery dans l'État du Tamil-Nadu en Inde où les conflits liés à l'usage de la ressource, très sollicité aussi bien par les populations rurales qui irriguent que par les populations urbaines pour leur consommation, tiennent notamment à l'insuffisante prise en compte des paramètres hydrogéologiques.

Marie Bolton, Université
Clermont Auvergne, CHEC
The Hydraulic Trap: Water
Reclamation and the
Transformation of
California/Le piège
hydraulique : la récupération
de l'eau et la transformation
de la Californie

Roy Carpenter, Université de
Grenoble, ILCEA4
Hydro power versus people
power on the Hudson river:
how the Storm King
Mountain case gave birth to
environmental law/Énergie
hydroélectrique versus
pouvoir démocratique sur le
fleuve Hudson : comment
l'affaire Storm King
Mountain a donné naissance
au droit de l'environnement

Ces deux interventions se sont attachées à montrer comment les États-Unis ont été des laboratoires pour la compréhension des risques hydrauliques et de la construction d'un droit de l'environnement. Le paradoxe tient au fait que cette conscience environnementale

s'est développée en même temps que des aménagements de grande ampleur, avec une pression des milieux industriels et de certains hommes politiques. Ainsi, les aménagements liés à la ruée vers l'or en Californie dans la seconde moitié du XIXe siècle, à l'endiguement toujours plus systématique des rivières, à la construction de l'aqueduc de Los Angeles pour alimenter une ville à la croissance très forte depuis la fin du XIXe siècle et à l'irrigation de vastes superficies ont entraîné des pollutions graves (rejets de mercure, arsenic, uranium...), une déforestation, de grandes inondations, la disparition du lac Owens et la salinisation des sols. Cette accumulation de problèmes a entraîné des catastrophes mais surtout une dégradation environnementale qui pose la question de la pérennité de la quantité et de la qualité de l'eau disponible. A partir de 1962, les controverses sur l'aménagement de Storm King Mountain près de New York, dans le but de construire un gigantesque barrage hydro-électrique sur la rivière Hudson, ont fortement marqué les conceptions de la préservation de l'environnement aux États-Unis puisque l'action de pétitionnaires s'est montrée efficace, entraînant une opposition au projet des autorités new-yorkaises en 1968 et son abandon dans la décennie qui a suivi.

Toutefois, la construction d'un droit de l'environnement reste fragile et se heurte à de grandes difficultés : les arguments esthétiques et patrimoniaux pèsent souvent autant que les arguments écologiques ; les luttes menées par des associations n'empêchent pas l'émergence de nouveaux projets techniques de grande ampleur. Le principe de prévention (lorsque le risque est connu) l'emporte souvent sur le principe de précaution (lorsque le risque est mal connu et difficile à évaluer) qui joue un rôle majeur dans les débats mais n'est pas constitutionnalisé. L'exemple américain montre donc la tension permanente entre les approches technicistes et les revendications démocratiques pour d'autres usages de la ressource en eau.

Christophe Roncato,
Université de Grenoble,
ILCEA4

Les matières premières de la transition énergétique californienne : extraction des terres rares et pollution des cours d'eau en Chine/Raw Materials of California's Energy Transition: Rare Earth Extraction and Waterway Pollution in China

Christophe Roncato a mis en évidence l'importance d'une analyse globale tenant compte des transferts énergétiques et de matières premières à l'échelle mondiale. Le cas des terres rares nécessaires à la fabrication d'objets de très haute technologie entraîne une externalisation de la production avec des coûts sociaux et environnementaux élevés. En Europe, l'Estonie est le pays qui produit le plus de terres rares. A l'échelle mondiale, la Chine en fournit 90 % avec un tiers des réserves. Le coût de leur

exploitation y est divisé par sept par rapport à des pays à forte régulation environnementale. On mesure donc comment la préservation de l'environnement dans les pays et territoires ayant une haute exigence environnementale tels que la Californie génère des pollutions à l'impact encore difficilement mesurable dans d'autres parties du monde : pollutions des eaux, infiltrations et pollutions des sols, multiplication des cancers dans des villages le long du Fleuve Jaune en Chine. Or cette réalité est en partie occultée par des discours mettant en avant le recyclage, la sobriété et les « mines responsables ». Ainsi le principe de prévention, analysé précédemment dans le cadre états-unien, entre aussi en conflit avec le principe de précaution, malgré des alertes de plus en plus nombreuses.

D'autres modèles de gestion des eaux ont permis de comprendre la construction historique du risque et les déplacements conceptuels opérés pour en minimiser la perception par les populations.

Philippe Boucheix, Université Clermont Auvergne, CMH
La lente et surprenante évolution du droit français de l'eau/The Slow and Surprising Evolution of French Water Legislation

Le cas français a été analysé par Philippe Boucheix à travers l'évolution du droit de l'eau depuis le Moyen Âge. La réflexion portait notamment sur le rapport entre usage et propriété et sur ce que cela implique dans les politiques d'aménagement sur la longue durée, construites progressivement depuis le XIII^e siècle au moins. La préservation de la ressource a

des objectifs économiques et de gestion des bassins versants, selon un modèle qui fait date (loi de 1964), mais avec une grande complexité dans l'application territoriale. Les lois de 1992 et 2006 ont accentué la prise en compte des enjeux de qualité et de gestion des risques. Comme aux États-Unis, le regard patrimonial porté sur les paysages et la ressource est associé aux revendications de préservation. La pression sur la ressource n'en reste pas moins très forte et inégale selon les territoires.

Cyrian Pitteloud, Université de Genève, Département d'études est-asiatiques
Pollution et contrôle des eaux dans le Japon de l'ère Meiji, 1868-1912) / Pollution and Water Control in Japan's Meiji Era, 1868-1912)

Dans l'histoire globale des pollutions industrielles, le Japon de l'ère Meiji (1868-1912) fournit des cas d'étude éclairant sur la manière dont l'administration des eaux (chisui) peut être utilisée par les autorités lors de conflits environnementaux. À cet égard, les exemples de la rivière Watarase et du fleuve Tone sont particulièrement probants. Dans le cadre d'un des premiers grands incidents de ce type du Japon moderne, connu sous le nom d'« affaire d'Ashio », les problèmes causés par les rejets d'une mine de cuivre – contamination des cours d'eau et des terres agricoles, et ainsi empoisonnement des animaux et des êtres humains – sont abordés par le gouvernement essentiellement sous l'angle de la lutte contre les inondations.

Alors que dans les années 1880-1890 les autorités centrales modifient profondément l'aménagement du territoire et entament de grands projets de remaniement fluvial, l'impact des activités industrielles sur l'environnement et sur la santé est relégué au second plan, tandis que la lutte contre le risque hydrologique devient une priorité. En replaçant l'affaire d'Ashio dans une perspective historique étendue, cette intervention a présenté les multiples enjeux liés à la dégradation du réseau hydrique à l'ère industrielle.

Laurent Coumel, EHESS
L'échec du tournant environnemental sur le cours supérieur de la Volga : les controverses au sujet du traitement des eaux à la fin de l'époque soviétique, années 1960 - années 1990/The Upper Volga River's Failed Environmental Turn: Water Treatment Controversies in Late Soviet Times, 1960s-1990s

Marie-Elisabeth Baudoin, Université Clermont Auvergne, CMH
Les enjeux environnementaux dans la Russie post-soviétique : un défi à la croisée du droit et de la politique/Environmental Issues in Post-Soviet Russia: A Challenge at the Crossroads of Law and Politics

Ces deux communications ont présenté le cas soviétique et

russe depuis les années 1960 jusqu'à nos jours.

Laurent Coumel a analysé l'ampleur et l'impact du tournant environnemental en URSS qui s'est mis en place lors du Dégel politique et culturel après la mort de Staline, à la fin des années 1950, à partir de l'exemple des cours d'eau dans la république de Russie. Ce territoire administratif connaît d'abord une tentative d'institutionnalisation de l'expertise écologique - en rupture avec les objectifs productivistes de la période antérieure - au début des années 1960, sous la forme d'une technocratie conservationniste. Mais le lobby de l'irrigation et des travaux hydrauliques s'impose ensuite comme principale force au sein du ministère de l'Eau. Pourtant, des tensions internes témoignent de la critique écologique qui continue, notamment à propos du défaut d'épuration des eaux usées des entreprises industrielles et des villes. Dans le cas du lac Seliger, où le principal pollueur est la tannerie d'Ostachkov, les autorités régionales sont impuissantes à agir, faute de mouvement environnemental structuré et puissant. La législation de la fin des années 1980 semble y remédier, mais d'après les hydrologues chargés de l'appliquer, elle devient aussitôt un instrument de contrôle des acteurs économiques, voire de redistribution financière au profit des groupes dirigeants.

Marie Elisabeth Baudoin s'est

interrogée sur l'évolution de la prise en compte de la protection de l'environnement dans les politiques russes après l'effondrement de l'URSS dont la crise environnementale s'était traduite par des désastres majeurs (accident nucléaire de Tchernobyl en 1986, assèchement de la mer d'Aral, pollution du lac Baïkal...) Elle montre l'emprise des enjeux politiques et économiques avec la poursuite de la volonté de maîtrise de la nature et de la rivalité avec les puissances occidentales. Les grands projets d'aménagement étatiques restent des symboles de puissance au détriment de l'environnement : le cas des Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi en 2014 est emblématique. L'écologie est une affaire d'État : ainsi a été instauré en 1997 un secret sur les informations écologiques, même s'il a été assoupli en 2003 sous la pression d'ONG et de spécialistes russes de l'environnement, afin de répondre à une demande sociale. Le droit de l'environnement reste encore faible : diverses lois ont posé des jalons depuis les années 1990, définissant des responsabilités administratives, la réparation des préjudices, un principe de prévention dans les cas les plus dangereux et intégrant certains aspects du droit international, mais sans atteindre la primauté du politique et sans qu'émerge de force politique capable de faire évoluer les pratiques.

Le parti « Les Verts » restructuré en 2002 a très peu d'élus - aucun à l'assemblée fédérale de Russie qui siège depuis 2016 - et n'est qu'une force de soutien au pouvoir en place. Les catastrophes écologiques liées à des pollutions de grande ampleur restent nombreuses, celle du lac Baïkal étant la plus médiatisée au-delà des frontières russes.

Les différentes études présentées au cours de la journée ont mis en évidence l'importance de l'expertise technique fondée sur les données hydrogéologiques et, à l'inverse, la longue tradition de déni ou d'occultation face aux problèmes environnementaux. Les questions de risque d'inondation et de pollution entretiennent des rapports étroits dans la mesure où quantité, écoulement et qualité de l'eau sont liés, comme l'ont montré par exemple les communications de Nils-Otto Kitterød et Cyrian Pitteloud. Les modèles américains et russes de gestion des risques

environnementaux liés à l'eau ont pu être confrontés : ils diffèrent par l'écart qui existe dans la prise en compte de l'opinion et dans les fonctionnements institutionnels, mais la pression industrielle s'y exerce fortement dans les deux cas, avec des aménagements de grande ampleur qui génèrent des bouleversements environnementaux aux conséquences durables. Les acteurs des politiques hydrauliques se déterminent en fonction d'enjeux techniques, économiques, juridiques, esthétiques et sanitaires : chacun de ces paramètres peut être instrumentalisé par les pouvoirs économiques et politiques et font l'objet d'affrontements en fonction des intérêts défendus. L'un des grands apports de la journée a été de montrer que les discours environnementaux couvrent des pratiques très différentes, les acteurs qui s'affrontent se réclamant tous du bien commun, mais avec des objectifs qui divergent fortement. La genèse d'une

démocratie environnementale fondée sur le droit est un processus lent et fragile : la connaissance scientifique des écoulements hydrauliques et des mécanismes de pollution est un de ses fondements, mais elle doit s'accompagner de la prise en compte des fonctionnements écologiques et de la connaissance des impacts sociaux des usages de la ressource en eau. L'approche d'histoire globale, à la fois comparative et fondée sur l'analyse des relations nouées à différentes échelles, du local au mondial, permet aussi de comprendre comment les choix d'exploitation des ressources hydrauliques et des richesses du sol et du sous-sol génèrent de nouveaux partages territoriaux et sociaux dans des cadres nationaux et internationaux qui modifient le rapport des populations au risque hydrologique et à la pollution de l'eau.

Compte rendu réalisé par Patrick Fournier, avec le concours des différents intervenants

L'histoire environnementale aux Rendez-vous de Blois (octobre 2019)

Comme chaque année depuis 5 ans, le RUCHE, l'AHPNE et le Comité d'histoire du Ministère de la transition écologique et solidaire ont organisé une table ronde à Blois sur le thème « L'Italie, des secousses à l'aménagement ». Animée par Charles-François Mathis, elle a

réuni Elisabeth Crouzet-Pavan, professeur d'histoire médiévale à Sorbonne Université, Giacomo Parrinello, Assistant Professor à Sciences Po Paris, et Bruno Ziglioli, Professeur associé d'histoire contemporaine à l'Université de Pavie. Les échanges passionnants entre ces spécialistes, retranscrits par

les bons soins du Comité d'histoire, seront accessibles prochainement dans la revue « Pour Mémoire ».

Charles-François Mathis

Compte rendu de la keynote de Kate Brown au Congrès de l'European Society for Environmental History, Tallinn, 21 août 2019 "The Great Chernobyl Accélération" (*)

Ce texte de Marin Coudreau et Laurent Coumel inaugure une nouvelle rubrique dans le bulletin du Ruche. Cette rubrique historiographique visera à présenter les renouvellements très récents de l'histoire environnementale sur des aires géographiques données, en se fondant sur un compte-rendu d'une conférence récente ou d'ouvrages très récents. Pour cette première, les auteurs du texte qui suit se fondent sur l'une des conférences plénières lors du dernier congrès européen d'histoire environnementale (organisé en août 2019 à Tallinn, Estonie).

Kate Brown considère la catastrophe de Tchernobyl non comme un simple accident, certes unique par son ampleur, mais comme une étape dans l'accélération de la transformation de la nature à l'âge du nucléaire.

Les pistes qu'elle suit montrent qu'il ne s'agit pas seulement d'une affaire soviétique. Tchernobyl doit se comprendre dans un continuum de contaminations englobant aussi bien les catastrophes que les usages militaires et civiles du nucléaire à l'échelle planétaire. L'âge des contaminations radioactives équivaut à une catastrophe lente, qui marque pour des décennies les organismes, humains et non-humains. C'est donc à un changement de paradigme, en d'autres termes à une autre façon d'appréhender la "catastrophe invisible" en cours que nous invite le travail de Brown.

Dans son intervention, Kate Brown a insisté sur les innombrables instructions envoyées à tous les niveaux par les autorités soviétiques pour s'adapter à la catastrophe : d'où le titre de "manuel de survie" qu'elle a

choisi pour son livre*. Ainsi, il a fallu abattre 100 000 têtes de bétail (ovin, bovin et porc) et décider du sort de la viande produite dans un contexte de pénuries alimentaires criantes. Il n'était pas question de se débarrasser purement et simplement de cette source de protéines animales à laquelle une grande partie de la population n'avait pas suffisamment accès. On décida de faire avec les morceaux les moins contaminés des saucisses et autres produits destinés au marché soviétique, sauf à Moscou. Les morceaux les plus contaminés furent envoyés en train dans le Caucase, puis renvoyés à l'expéditeur, et finalement détruits et enterrés sur place au terme d'un voyage en wagons réfrigérés qui dura quatre ans.

* (1) La capture vidéo de la conférence, d'excellente qualité, qui comprend aussi la séance de questions et commentaires qui suivit, est disponible en ligne ici : <https://vimeo.com/354501590>

* (2) Kate Brown, *Manual for Survival. A Chernobyl Guide for the Future*, WW Norton & co, 2019. Il a été traduit en russe, en ukrainien, en espagnol et en polonais.

La question du bilan de Tchernobyl, qui constitue l'une des controverses les plus aiguës autour de la catastrophe, est appréhendée par Brown à partir de sources archivistiques inédites. Celles-ci révèlent qu'en Ukraine près de 35 000 veuves de liquidateur ont touché des pensions, un nombre qui surpasse largement la cinquantaine de décès directs et les quelques 9000 cancers induits communiqués par l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Organisation mondiale de la santé*. Est-ce là un effet de la révolution de Maidan en 2014 ? Des responsables ukrainiens auraient, "en off", parlé à Brown de près de 150 000 morts déjà avérés : un chiffre qui dépasse même les estimations de biologistes russes et biélorusses à la fin des années 2000 (100 000 décès). L'incertitude est liée à l'absence de toute étude épidémiologique dans la région faiblement contaminée autour de la zone de Tchernobyl elle-même : là où, en Biélorussie principalement, vivent 3,5 millions de personnes encore aujourd'hui. S'appuyant sur les travaux de l'anthropologue Adriana Petryna sur la notion de "citoyenneté biologique"*, Brown franchit par ailleurs la frontière disciplinaires entre sciences sociales et sciences "dures" et s'attelle à collecter et à interroger les indicateurs de la toxicité de la

contamination. C'est sur ce terrain qu'elle est le plus critiquée par des physiiciens spécialistes en radioprotection, qui lui reprochent entre autres de n'avoir pas tenu compte des principaux travaux de référence disponibles*.

Le coeur de la démonstration de Brown est pourtant ailleurs, dans les traces de la transformation matérielle héritée de l'accélération. Dans la forêt de ce vaste espace marécageux qu'est la Polésie, là-même où Tchernobyl fut implanté, Brown a trouvé des arbres d'une cinquantaine d'années qui ont connu des mutations d'origine radioactive bien avant 1986 : ils ont poussé dans des contrées où l'armée rouge aurait opéré des essais atomiques dans les années 1960. Au même endroit, des troncs d'arbres morts en 1986 restent intacts : la radioactivité a détruit les micro-organismes qui se chargent de leur pourrissement. Et son niveau a par endroits repris des valeurs très élevées suite à des incendies qui ont brûlé une partie de la végétation et distribué ainsi de nouveau des radionucléides dans l'atmosphère. L'impossibilité d'un bilan complet est liée à la décision des autorités internationales de ne pas réaliser d'étude complète sur l'effet des faibles doses en termes de contamination biologique (avec l'ingestion permanente

de nourriture et d'eau contenant les éléments radioactifs). C'est ici qu'à la chape de plomb du régime autoritaire a succédé la loi d'airain du capitalisme néolibéral : les populations locales victimes d'une contamination lente sont restées livrées à elles-mêmes. La disparition de l'Etat-providence, est corrélée avec la "privatisation des risques" à laquelle les politiques néolibérales assignent les populations.

Le dernier point de l'exposé de Kate Brown appelle à un tournant heuristique, qu'on pourrait dire "spatial" : en variant les échelles, on s'aperçoit du caractère planétaire et circulatoire des actions humaines et de leurs impacts. En Europe comme aux Etats-Unis, on peut consommer sans le savoir des myrtilles radioactives venues de la zone contaminée par Tchernobyl ; celles qui sont mesurées comme dépassant la norme (sur place, en Ukraine, par les intermédiaires qui en font ensuite le négoce) sont simplement et en toute logique de marché. Le "manuel de survie" raconte aussi, entre autres exemples, comment les instituts médicaux chargés d'expertiser le désastre ont établi une norme acceptable de radioactivité pour le lait maternel, et établi que 20% des mères de la zone contaminée en Biélorussie la dépassaient.

* (3) Pour un aperçu des différentes estimations par les agences de l'ONU et par les scientifiques, voir : https://www.rtb.be/info/dossier/30-ans-Tchernobyl/detail_la-controverse-sur-le-bilan-humain-de-l-accident-de-tchernobyl?id=9279305

* (4) Adriana Petryna, *Life Exposed: Biological Citizens after Chernobyl*, Princeton University Press, 2002.

* (5) Jim Smith, « OPINION ARTICLE: Review of "Manual for Survival" by Kate Brown », *Journal of Radiological Protection*, 2019, <https://doi.org/10.1088/1361-6498/ab17f2>.

Le dernier point de l'exposé de Kate Brown appelle à un tournant heuristique, qu'on pourrait dire "spatial" : en variant les échelles, on s'aperçoit du caractère planétaire et circulatoire des actions humaines et de leurs impacts. En Europe comme aux Etats-Unis, on peut consommer sans le savoir des myrtilles radioactives venues de la zone contaminée par Tchernobyl ; celles qui sont mesurées comme dépassant la norme (sur place, en Ukraine, par les intermédiaires qui en font ensuite le négoce) sont simplement et en toute logique de marché. Le "manuel de survie" raconte aussi, entre autres exemples, comment les instituts médicaux chargés d'expertiser le désastre ont établi une norme acceptable de radioactivité pour le lait maternel, et établi que 20% des mères de la zone contaminée en Biélorussie la dépassaient. Brown s'interroge enfin sur l'utilité du récit de Tchernobyl comme pur "accident" de l'histoire du nucléaire : ce fut selon elle le moyen pour les puissances atomiques de minimiser la perception du risque, de faire passer

l'explosion pour une exception, en soulignant que le "pire" accident nucléaire de l'histoire n'avait fait finalement qu'une cinquantaine de morts (en fait, 4000 cancers mortels, d'après le dernier rapport de l'OMS en 2005). À côté des 45 millions de curies rejetées dans l'atmosphère par celle-ci en 1986, Brown cite le chiffre de 2 milliards de curies émises par les différentes explosions militaires et civiles et autres accidents des deux superpuissances de la Guerre froide de 1945 à nos jours (sans compter Fukushima donc). La hausse de la fréquence de cancers de la thyroïde aux États-Unis et la perte de fertilité des hommes dans l'hémisphère Nord sont pour Brown des effets très concrets de cette contamination rampante. Était-ce le pire accident nucléaire de l'histoire, ou une accélération, un "point d'exclamation" dans une longue chaînes de catastrophes lentes et invisibles ? La question est à la fois épistémologique et politique : selon Brown, si on considère que la catastrophe est toujours en cours, alors on devrait peut-être aider les populations locales à ne plus

avoir besoin de commercialiser ces produits de la forêt (baies et champignons) et à les considérer comme des déchets radioactifs, plutôt que de se désintéresser de leur sort en considérant que c'est une affaire qui regarde les autorités des pays concernés. Parmi les nombreuses questions posées par l'assistance à Tallinn à Kate Brown, l'une d'elles portait sur la série Chernobyl diffusée par HBO en 2019 : l'historienne y a vu "une vision de la Guerre froide", montrant comme responsable de l'ampleur de la catastrophe le système soviétique et l'incompétence de ses cadres et responsables. Notons pour finir que la politique du secret hypertrophiée, propre à l'URSS de la Guerre froide et d'une certaine façon aux Etats successeurs, avait pourtant été identifiée par Svetlana Alexievitch dans La supplication comme un élément essentiel de cette histoire, qui continue à s'écrire grâce à Kate Brown et à d'autres.

Laurent Coumel et Marin Coudreau



Conférence de Kate Brown - Congrès de l'ESEH, Tallinn, Août 2019.
Source de l'image: @CJSlaby, <https://twitter.com/CJSlaby>

Publications récentes

Par ordre alphabétique. Publications indiquées par les membres du Ruche, liste non exhaustive.

Bécot Renaud, « L'environnementalisme ouvrier ou le syndicalisme émancipé du fordisme. Une approche transnationale dans les années 1968 », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n°35, 2019.

Chansigaud Valérie, "The Construction of Thinking on the Environment: The Words, Their Meanings, and Their Uses from 1790 to 1970", in *Making Sense of Health, Disease, and the Environment in Cross-Cultural History: The Arabic-Islamic World, China, Europe, and North America*, Florence Bretelle-Establet, Marie Gaille et Mehrnaz Katouzian-Safadi (dir.), collection Boston Studies in the Philosophy of science, vol. 333, Cham, Springer, 2019, pp. 105-123. DOI : https://doi.org/10.1007/978-3-030-19082-8_5.

Chansigaud Valérie, "Les oiseaux d'Audubon : archaïques ou d'avant-garde ?", *Revue 303*, n° 159, 2019, pp. 48-53.

Daheur Jawad, « Le flottage du bois sur la Vistule au XIXe siècle. Contraintes sur les pratiques et aléas du milieu », *Cahiers du monde russe*, 60, 2019, p. 175 à 210.

Devienne Elsa, *La ruée vers le sable. Une histoire environnementale des plages de Los Angeles au XXe siècle*, Paris, Editions de la Sorbonne, (29 février) 2020.

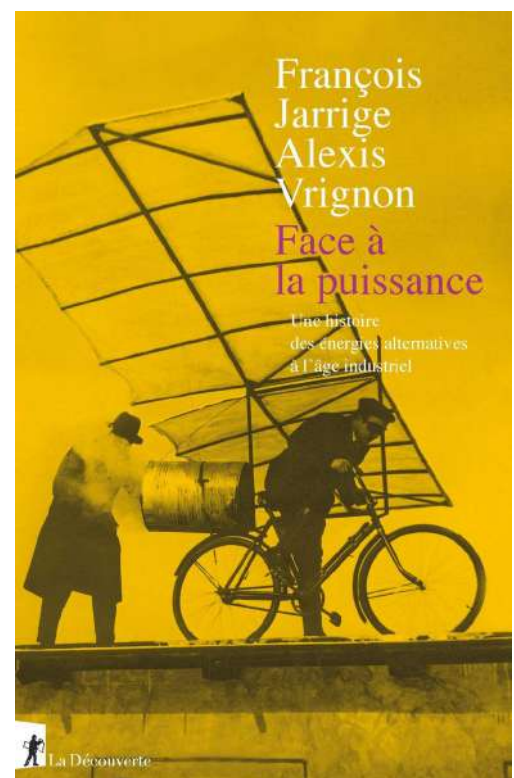
Elsig Alexandre, Enckell Marianne et Pittet Magali, « Pour une histoire ouvrière de l'environnement », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 35, 2019, pp. 7-14.

Elsig Alexandre, « Pour les ouvriers valaisans, la "guerre du fluor" n'a pas eu lieu », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 35, 2019, pp. 44-60.

LE RUCHE SIGNALE !

La publication du colloque organisé par François Jarrige et Alexis Vrignon à Dijon, en 2018, aux éditions la Découverte (6 février 2020), sous le titre

Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel



Furst Benjamin, « Le paysage hydrographique de la province d'Alsace à l'épreuve de la cartographie », *Revue d'Alsace*, n° 145, 2019, p. 133-157

Frioux Stéphane, « Herriot et la cité moderne : un édile hygiéniste ? », dans Bruno Benoît (dir.), *Édouard Herriot en quatre portraits. Le Lyonnais, l'humaniste, le politique et l'europeen*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2020, p. 57-70.

Hagimont Steve, « Contribution pour une histoire environnementale des collectivités territoriales : le cas du développement touristique dans les Pyrénées », *La transition écologique et les collectivités territoriales*, Paris, Le Moniteur, Droit et gestion des collectivités territoriales, 2019, p. 661-672.

Hagimont Steve, « Aménager et exploiter la montagne sportive hivernale. La Société des chemins de fer et hôtels de montagne aux Pyrénées (1911-1982) », *Entreprise et histoire*, n°93, p. 27-46, 2019.

Hagimont Steve, Vlès Vincent, « Une histoire environnementale des sports d'hiver », *Mondes sociaux* [en ligne], publié le 13 mai 2019, <https://sms.hypotheses.org/19431>.

Jarrige François, Vrignon Alexis, *Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel*, Paris, La Découverte, 2020.

Metzger Alexis et Annaig Oiry, "Spatialiser les rumeurs environnementales", introduction au numéro spécial de *Géocarrefour*, 93, 2019.

Metzger Alexis et Magali Reghezza, "Géohistoire des risques naturels", introduction au numéro spécial de *Physio-géo*, 14, 2019.

Metzger Alexis, Brice Gruet, Lila Gisèle et Philippe Valette, "Les risques sont-ils des patrimoines ? Réflexions heuristiques, géohistoriques et opérationnelles", *Physio-géo*, 14, 2019.

Olivier Sylvain, « Médicalisation, hygiène et risque sanitaire dans les campagnes de la région de Lodève au temps des Lumières », in Robert Chamboredon (éd.), *Hygiène et santé en Bas-Languedoc oriental. Du XVIIIe siècle aux lendemains du Premier Conflit mondial*, Nîmes, Éditions de la Fenestrelle, 2019, p. 41-56.

Parrinello Giacomo, Bécot Renaud, Caligari Marco, Yrigoy Ismael, "Shifting Shores of the Anthropocene: The Settlement and (Unstable) Stabilization of the North-Western Mediterranean Littoral over the Nineteenth and Twentieth Centuries, *Environment and History* Fast Track, DOI: <https://doi.org/10.3197/096734019X15740974883816>

Pouillard Violette, *Histoire des zoos par les animaux. Impérialisme, contrôle, conservation*, Seyssel, Champ Vallon, 2019.

Pouillard Violette, « Slavery, liberation, resistances. Wild animals and the Garden of the Revolution (Jardin des Plantes menagerie, 1793-ca. 1820) », *Journal for the History of Environment and Society*, 2019.

Pouillard Violette, « Animaux et environnements », dans : Idesbald Goddeeris, Amandine Lauro, Guy Vanthemsche (dir.), *Le Congo colonial. Une histoire en questions*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 2020.

Bienvenue aux primo-adhérent.e.s du Ruche

Le Ruche accueille plusieurs membres depuis la parution du dernier bulletin :

Camille Besombes (doctorante, Institut Pasteur) : épidémiologie des maladies émergentes

Santiago Gorostiza Langa (post-doctorant Sciences Po Paris), histoire environnementale des rivières

Lisalou Martone (doctorante, LER), histoire des sciences forestières

Antonin Plarier (chercheur associé, Irenam), histoire sociale et environnementale des mines au Maghreb

Christophe Roncato Tounsi (MCF, Université de Grenoble), histoire environnementale des Etats-Unis

Jan Synowiecki (Ater, Université de Reims), histoire de la botanique et des animaux

Le conseil d'administration se renouvelle

Lors de l'assemblée générale de septembre 2019, le CA a été renouvelé :

Renaud Bécot, Docteur en histoire contemporaine, chercheur associé au CHS

Didier Boisseuil, Maître de conférences HDR en histoire médiévale, Université de Tours

Amélie Bonney, Doctorante, Université d'Oxford

Marin Coudreau, Docteur en histoire contemporaine

Jawad Daheur, Chargé de recherche au CNRS

Laetitia Deudon, doctorante, université polytechnique des Hauts de France/université de Montréal

Elsa Devienne, maîtresse de conférences à l'université de Northumbria

Alexandre Elsig, docteur en histoire, post-doctorant à l'université de Genève

Louis Fagon, Doctorant, EHESS

Yaël Gagnepain, Doctorant, universités de Lille et de Namur

Patrick Fournier, Maître de conférences en histoire moderne, université Clermont Auvergne

Stéphane Frioux, Maître de conférences en histoire contemporaine, Université Lyon 2

Benjamin Furst, Ingénieur de recherche, université de Haute-Alsace

Romain Grancher, Chargé de recherche au CNRS

Steve Hagimont, Maître de conférences en histoire contemporaine, université Versailles Saint-Quentin

Thomas Le Roux, Chargé de recherche au CNRS

Charles-François Mathis, Maître de conférences en histoire contemporaine, Université Bordeaux-Montaigne

Raphaël Morera, Chargé de recherche au CNRS

Sylvain Olivier, Maître de conférences en histoire moderne, université de Nîmes

Emilie-Anne Pépy, Maîtresse de conférences en histoire moderne, Université de Savoie Mont-Blanc

Judith Rainhorn, Professeure d'histoire contemporaine, université Paris I

Alexis Vrignon, Docteur en histoire contemporaine

Agenda

Colloque du Ruche

8 et 9 juin 2020

La nature sous contrat. Concessions, histoire et environnement

Organisé par Thomas Le Roux et Raphaël Morera (CRH-EHESS)

Le colloque se tiendra à l'EHESS, Bd Raspail, Paris.

Plus d'informations sur le site internet du Ruche.

Journées et séminaires en histoire environnementale

Cycle de demi-journées

Une histoire environnementale des désindustrialisations

10 mars 2020

Première demi-journée d'un cycle co-organisé par Renaud Bécot, Alexandre Elsig et Anne Marchand - Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord

Colloque

18 et 19 mars

Connaître, exploiter et gouverner la nature insulaire.

Une histoire environnementale des îles, du Grand Nord aux Tropiques (époque moderne et contemporaine)

Université Bretagne Sud, Lorient - TEMOS (UMR 9016)

Journée d'études

"Clio en cartes 6 : de la carte au paysage, du paysage à la carte"

24 avril

Université de Haute-Alsace (campus Fonderie), Mulhouse

Festival "L'histoire à venir"

14 au 17 mai

Le Ruche soutient l'organisation d'une table-ronde en histoire environnementale.

Toulouse

Festival "La manufacture des idées"

20 au 24 mai

Plusieurs conférences d'histoire environnementale sont organisées lors de ce festival.

Hurigny (71)

Atelier sur l'histoire des pollutions

28 et 29 mai

Atelier organisé par Stéphane Frioux à la MSH Lyon St-Etienne.